CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 53.340/4
53.341/4
53.342/4
du 5 juin 2013

sur

- un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant le volet réglementaire du Plan Régional de Politique du Stationnement' (53.340/4) ;

- un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant exécution de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale' (53.341/4) ;

- un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant exécution de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale' (53.342/4)

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 53.340/4
53.341/4
53.342/4
van 5 juni 2013

over

- een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende het regelgevende luik met betrekking tot het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan' (53.340/4) ;

- een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot uitvoering van de Ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap' (53.340/4) ;

- een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot uitvoering van de Ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap' (53.340/4)

Le 8 mai 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports, de l'Informatique régionale et communale et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur :

- un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant le volet réglementaire du Plan Régional de Politique du Stationnement' (53.340/4) ;

- un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant exécution de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale' (53.341/4) ;

- un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant exécution de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale' (53.342/4).

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 5 juin 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves DELVAL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 juin 2013.

*

Op 8 mei 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Openbare Werken, Vervoer, Gewestelijke en gemeentelijke informatica en de Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over:

- een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende het regelgevende luik met betrekking tot het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan' (53.340/4) ;

- een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot uitvoering van de Ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap' (53.341/4) ;

- een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot uitvoering van de Ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap' (53.342/4).

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 5 juni 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 juni 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique des projets, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les projets appellent les observations suivantes.

I. OBSERVATIONS GÉNÉRALES SUR LES TROIS PROJETS

1. Le présent avis est donné sur trois projets d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale soumis concomitamment à l'avis de la section de législation du Conseil d'État, portant les intitulés suivants : le premier « portant le volet réglementaire du Plan Régional de Politique du Stationnement » (ci-après le projet 53.340/4) et les deux autres « portant exécution de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-capitale » (ci-après, respectivement, les projets 53.341/4 et 53.342/4).

L'articulation entre les textes en projet et l'ordonnance du 22 janvier 2009 'portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale' (ci-après l'ordonnance du 22 janvier 2009), ainsi qu'entre les textes en projet entre eux, doit être revue.

En effet, diverses dispositions des textes en projet se bornent à reproduire ou faire état de règles déjà prescrites par l'ordonnance du 22 janvier 2009. Tel est le cas de l'article 26, première phrase, du projet 53.340/4 et de l'article 5 du projet 53.342/4, qui fixent la durée maximale de stationnement en zone rouge, soit un principe déjà consacré par l'article 38, § 1er, alinéa 3, de l'ordonnance. Tel est aussi le cas de l'article 29, alinéa 1er, du projet 53.340/4, qui, en énonçant qu'« En zone bleue, le stationnement est gratuit dans la limite de la durée autorisée », consacre – avec un degré moindre de précision – une règle déjà prévue par l'article 38, § 3, de l'ordonnance, selon lequel, « Dans la zone bleue, il n'est dû aucune redevance pour la durée du temps de stationnement autorisé en cas d'utilisation d'un disque de stationnement dans le respect et conformément à l'article 27 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ». Tel est encore le cas des articles 50, alinéa 2, du projet 53.340/4 et 19 du projet 53.341/4, qui énoncent chacun que « La validité de la carte de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents » est définie à l'article 39 de l'Ordonnance ». Une telle manière de procéder est à proscrire [1].

Par ailleurs, diverses règles qui figurent dans le projet 53.340/4 et qui, dès lors, sont présumées faire partie du volet réglementaire du plan régional de politique du stationnement, au sens des articles 9 et 10 de l'ordonnance du 22 janvier 2009, se trouvent à nouveau exprimées,

[1] Sur les inconvénients de dispositions réitératives, voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations nos 80 à 82.

tantôt dans le projet 53.341/4, tantôt dans le projet 53.342/4. Ainsi, l'article 37 du projet 53.340/4 et l'article 6 du projet 53.341/4 prévoient chacun que l'Agence du stationnement met en place un système informatisé de gestion des cartes de dérogation, ouvert aux communes contre paiement, afin de contrôler l'utilisation, le suivi et les abus de ces cartes. Un constat similaire vaut notamment pour l'article 49, alinéa 1er, du projet 53.340/4 et l'article 16, alinéa 1er, du projet 53.341/4, l'article 55 du projet 53.340/4 et l'article 23 du projet 53.341/4, l'article 59 (*juncto* 35) du projet 53.340/4 et l'article 32 du projet 53.341/4, l'article 63, alinéa 1er, du projet 53.340/4 et l'article 35, alinéas 1er et 2, du projet 53.341/4, l'article 64, alinéa 2, du projet 53.340/4 et l'article 35, alinéa 3, du projet 53.341/4, l'article 64, alinéa 1er, du projet 53.340/4 et l'article 37 alinéa 1er, du projet 53.341/4, l'article 65 du projet 53.340/4 et l'article 35, alinéas 1er et 2, du projet 53.341/4, l'article 66 du projet 53.340/4 et l'article 38 du projet 53.341/4[2], l'article 67 du projet 53.340/4 et l'article 39 du projet 53.341/4 [3], l'article 71 du projet 53.340/4 et l'article 43 du projet 53.341/4, l'article 27, première phrase, du projet 53.340/4 et l'article 9 du projet 53.342/4, l'article 28, première phrase, du projet 53.340/4 et l'article 13 du projet 53.342/4, l'article 30, première phrase, du projet 53.340/4 et l'article 17 du projet 53.342/4 et l'article 31, première phrase, du projet 53.340/4 et l'article 21, alinéa 1er, du projet 53.342/4.

Enfin, certaines dispositions, absentes du projet 53.340/4, sont exprimées à la fois dans le projet 53.341/4 et dans le projet 53.342/4. Tel est le cas de l'article 3, alinéa 3, du projet 53.341/4 et de l'article 21, alinéa 2, du projet 53.342/4 qui, tous deux, énoncent que « [l]'utilisation d'une place de stationnement située en zone mauve est règlementée de 20 heures à 24 heures 30 » [4].

Pour des raisons évidentes de sécurité juridique, il convient d'éviter qu'une autorité consacre plusieurs fois la même règle dans des arrêtés distincts. Pour les redondances entre le projet 43.340/4 et les autres projets, cette manière de procéder se heurte à un inconvénient particulier, résultant du fait que le volet réglementaire du plan régional de politique du stationnement, dont le Gouvernement définit le contenu dans le respect des prescriptions minimales imposées par l'article 9, alinéa 2, 2°, a) à c), est soumis par l'article 10 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 à une procédure spécifique d'enquête publique et d'avis. La circonstance que des règles figurant dans le volet réglementaire du plan régional de politique du stationnement soient reproduites dans d'autres arrêtés emporte que la procédure consacrée par l'article 10 de l'ordonnance devrait être suivie pour les dispositions de chacun des arrêtés qui énoncent des règles relevant du volet réglementaire du plan régional de politique de stationnement, ainsi que pour les modifications apportées ultérieurement à celles-ci, conformément à ce que prescrit l'article 12 de l'ordonnance du 22 janvier 2009.

Il incombe à l'auteur des projets de se limiter à énoncer dans l'arrêté pris sur le fondement de l'article 10 de l'ordonnance du 22 janvier 2009, les règles appelées à constituer le volet réglementaire du plan régional de politique de stationnement, tel que l'article 9 de

[2] Le libellé de l'article 38 du projet 53.341/4 est toutefois plus clair que celui de l'article 66 du projet 53.340/4 : voir, plus bas, l'observation particulière sous ce dernier article.

[3] À l'exception du quatrième tiret, troisième alinéa, de l'article 39 du projet 43.341/4.

[4] Voir par ailleurs l'observation particulière sur ces dispositions.

l'ordonnance en décrit le contenu. Les autres règles, qui découlent d'habilitations distinctes de celle procurée par l'article 10 de l'ordonnance, doivent être établies par voie d'arrêté distinct.

Eu égard aux multiples renvois qu'opère le projet 53.341/4 au projet 53.342/4 [5], il s'indique de fusionner en un seul et même arrêté ces deux dispositifs (après les avoir expurgés des dispositions qui font partie du volet réglementaire du plan régional de politique de stationnement).Outre les problèmes de lisibilité, le procédé qui consiste à scinder, sans raison apparente, différents arrêtés d'exécution liés entre eux par de nombreux renvois et des dispositions identiques engendre, en effet, une insécurité juridique en créant un risque de discordance lors de modifications futures des textes en projet. La fusion des projets 53.341/4 et 53.342/4 lèvera en outre l'objection liée au fait que l'intitulé des deux projets est identique, identité de nature à compliquer leur identification respective s'ils devaient porter la même date.

En conclusion, les projets examinés doivent être fondamentalement revus afin d'en omettre les dispositions réitératives de règles de l'ordonnance du 22 janvier 2009, de se limiter à énoncer dans le projet 53.340/4 les règles appelées à constituer le volet réglementaire du plan régional de politique du stationnement, d'omettre des projets 53.341/4 et 53.342/4 les dispositions figurant dans le projet 53.340/4 et de fusionner en un seul texte les dispositions qui trouvent leur fondement juridique dans des habilitations distinctes de celle que fournit l'article 10 de l'ordonnance du 22 janvier 2009.

2. Plusieurs dispositions des projets 53.340/4, 53.341/4 et 53.342/4 rappellent qu'elles s'appliquent soit « conformément à l'article … de l'ordonnance » [6], soit « sous réserve de ce qui est précisé à l'article 39 de l'Ordonnance » [7], soit « dans les limites fixées par l'ordonnance » [8], soit « conformément au présent arrêté, à l'Ordonnance et aux arrêtés pris en vertu de celle-ci » [9] ou « sous réserve du respect des règles définies par le présent arrêté » [10]. De tels rappels sont inutiles. L'ordonnance du 22 janvier 2009 constitue nécessairement la base légale des projets ; des rappels incessants ne rendent pas le texte plus lisible. Il en va de même de références internes [11].

Il y a lieu aussi d'omettre de diverses dispositions les parenthèses dont la portée est incertaine [12].

---

[5] Voir les articles 1er, 5° et 9° à 11°, 2, 7, 14, 19, 21, 23, 28, 36, 42 et 47 du projet 53.341/4.

[6] Voir notamment les articles 19, 28 et 29 du projet 53.340/4.

[7] Voir notamment les articles 26 et 27 du projet 53.340/4.

[8] Voir notamment l'article 34 du projet 53.340/4.

[9] Voir l'article 35 et, *mutatis mutandis*, l'article 91 du projet 53.340/4.

[10] Voir l'article 39, alinéa 2, du projet 53.340/4.

[11] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 75, a).

[12] Voir à titre d'exemple, les articles 9, 97, 100, 105, 115, 119 et 123 du projet 53.340/4. *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 86.

L'observation vaut pour l'ensemble des projets, même lorsque ces parenthèses ont pour but d'énoncer des exemples. Il ne revient en effet pas à un texte à portée normative de disposer de la sorte.

Les textes en projet seront revus pour supprimer, autant que cela se peut, de telles incises.

3. Plusieurs dispositions des projets mentionnent « la Région » ou la ou les « commune(s) », en vue de leur attribuer certains pouvoirs [13]. Ces dispositions doivent être complétées afin de préciser à quels organes de ces personnes morales de droit public ces pouvoirs sont confiés.

4. La version française des projets peut être améliorée sous l'angle du bon usage de la langue. À titre d'exemple, le code ISO « EUR » s'emploie uniquement dans des tableaux [14].

5. Compte tenu du fait que les trois projets d'arrêté contiennent des dispositions identiques ou similaires, qui appellent donc les mêmes observations de la part de la section de législation du Conseil d'État ou des observations similaires *mutatis mutandis*, l'attention de l'auteur des trois projets est expressément attirée sur le fait que ces observations n'ont pas été réitérées et qu'il lui appartient par conséquent de revoir chacune de ces dispositions sur la base de la critique ou de l'observation formulée lors de la première occurrence et de l'adapter aux suivantes.

6. C'est sous réserve de ces observations que la section de législation formule les observations qui suivent.

II. PROJET D'ARRÊTÉ 'PORTANT LE VOLET RÉGLEMENTAIRE DU PLAN RÉGIONAL DE POLITIQUE DU STATIONNEMENT' (53.340/4)

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'arrêté à l'examen contient le volet réglementaire du plan régional de politique du stationnement. Il est ainsi soumis aux formalités prévues par l'article 10 de l'ordonnance du 22 janvier 2009. Le dossier joint à la demande d'avis ne permet pas de vérifier si ces formalités préalables ont été correctement accomplies.

Il appartient dès lors à l'auteur du projet de s'en assurer.

---

[13] À titre d'exemple, voir les articles 11, 35, 36, 39, alinéa 2, du projet 53.340/4, les articles 4, 9 à 11, 39, 41, 43 et 46 du projet 53.341/4 et l'article 12 du projet 53.342/4.

[14] Voir également, notamment, l'article 11, première phrase, du projet 53.340/4 (où il faut écrire dans la version française « dérogation obtenue de » et non « par »), ainsi que ses articles 11, 1er tiret, alinéa 2, troisième point, 40, alinéa 2, 57, alinéa 1er, 72, 76 (à propos de l'expression « aan de hand van » dans la version néerlandaise et de l'emploi de l'adverbe « notamment » dans la version française) et 137, alinéa 1er.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. De nombreux articles du projet se donnent pour objet de définir des objectifs ou de donner des exemples. Il s'agit notamment de la section 1re du chapitre 1er, de l'article 9, de l'article 12, de l'article 84, de l'article 109 et de l'article 115, alinéa 2.

La section de législation observe que certaines dispositions font expressément référence à de tels objectifs : tel est le cas, notamment, de la phrase introductive de l'article 11.

Le projet sera revu en vue d'omettre les dispositions dénuées de portée normative ou de les reformuler, le cas échéant, de manière à leur conférer une telle portée.

2. Selon les articles 11 et 20 du projet, d'éventuelles adaptations du nombre de places de stationnement autorisé ou des adaptations des périodes pendant lesquelles le stationnement est réglementé seront soumises à l'avis conforme de l'Agence du stationnement créée par l'article 25 de l'ordonnance du 22 janvier 2009. Il ne ressort cependant pas de cette ordonnance que des décisions des autorités communales ou régionales puissent être soumises à un avis conforme de cette Agence.

En tout état de cause, cette exigence revient à partager avec l'Agence du stationnement une partie du pouvoir réglementaire de la Région ou des communes. Il serait ainsi porté atteinte au principe de l'indisponibilité des attributions dévolues aux autorités publiques en attribuant un pouvoir de décision à une instance qui n'est pas politiquement responsable devant une assemblée d'élus dès lors que les actes concernés ne porteraient pas sur des questions qui peuvent être qualifiés de secondaires ou techniques.

La même observation vaut pour « les circulaires-cadre adoptées par l'Agence du stationnement » mentionnées à l'article 36.

Par conséquent, le projet sera revu à la lumière de cette observation.

3. Les observations particulières qui suivent sont faites sous réserve de ces observations générales, qui impliquent que le projet doit être fondamentalement revu.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Il y a lieu de préciser le visa relatif à l'ordonnance du 22 janvier 2009 par l'indication de la disposition qui procure le fondement juridique au projet, à savoir l'article 10 [15].

2. Il y a lieu de compléter le préambule afin de mentionner l'accomplissement des formalités préalables et de supprimer par conséquent le second considérant.

[15] Voir l'observation générale 1.

3. L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État doit être rédigé comme suit :

« Vu l'avis 53.340/4 du Conseil d'État, donné le 5 juin 2013, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » [16].

DISPOSITIF

Table des matières

Une table des matières n'a pas sa place dans un texte réglementaire. Elle sera omise.

Section 2

La correspondance entre les deux versions de l'intitulé de la section 2 du chapitre Ier doit être assurée.

Article 7

1. La section de législation se demande pourquoi la disposition impose que la composition du ménage soit exclusivement fournie par la commune alors que le document est également disponible auprès du registre national.

2. La mention de la publication au *Moniteur belge* de l'ordonnance du 22 janvier 2009 doit être omise afin d'éviter une référence figée.

3. Au 6°, il y a lieu de reprendre la définition exprimée sous l'article 68, alinéa 1er, plutôt que d'y renvoyer.

[16] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

Article 13

L'article 13 sera omis. Le rappel ou le renvoi à la réglementation fédérale n'est ni nécessaire, ni opportun.

Article 14

Le rappel ou le renvoi à des circulaires émanant de l'autorité fédérale n'est également ni nécessaire, ni opportun, d'autant plus qu'il s'agit d'actes sans valeur normative [17].

Article 20

La section de législation se demande si l'hypothèse envisagée à l'alinéa 4 n'est pas déjà comprise dans l'alinéa 1er du même article, auquel cas l'alinéa 4 doit être omis.

Article 22

Il convient d'écrire, à l'alinéa 3, « Une seconde invitation à s'acquitter de la redevance forfaitaire due est apposée 4 heures 30 après la délivrance de l'invitation précédente, si le stationnement perdure » [18].

Article 25

L'article 25 attribue au Gouvernement le soin de déterminer les tarifs en zone rouge, orange, grise, verte, mauve et jaune. Une telle auto-habilitation est dénuée de sens.

Cette observation vaut *mutatis mutandis* pour les articles 46 (à propos de la fixation par le Gouvernement des prix de la première carte de dérogation « riverain » et des cartes supplémentaires), 50 (à propos de la fixation par le Gouvernement du prix de la carte de dérogation « prestataires de soins médicaux urgents »), 54 (à propos de la fixation par le Gouvernement du prix de la carte de dérogation « voiture partagée »), 60 (à propos de la fixation par le Gouvernement du prix de la carte de dérogation « riverain temporaire »), 68 (à propos de la fixation par le Gouvernement du prix de la carte de dérogation « autre usager »), 73 (à propos de la fixation par le Gouvernement du prix mensuel de la carte de dérogation « intervention ») et 101 (à propos de la fixation par le Gouvernement du tarif unique et forfaitaire par période de stationnement pour les places de stationnement réservées, utilisées pour les chargements et les déchargements).

[17] *Ibid.*, recommandation n° 83.

[18] Telle est la formulation utilisée à l'article 3, alinéa 2, deuxième phrase, du projet 53.342/4.

Articles 30 à 32

Les articles 30 à 32 créent trois nouvelles zones de stationnement, les zones grises, mauves ou jaunes. Cela est conforme à l'article 4 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 qui habilite le Gouvernement à créer d'autres zones à titre complémentaire. La section de législation se demande toutefois comment s'articulent ces nouvelles zones avec le tableau déterminant le nombre de places de stationnement à l'article 8 du projet, qui ne mentionne pas ces zones.

Articles 39, 40 et 41

La cohérence entre les articles 39, 40 et 41 serait mieux assurée si, à l'article 40, alinéa 2, les mots « l'Agence du stationnement ou » étaient supprimés puisque l'article 39 confie déjà à cette Agence le pouvoir d'établir, en concertation avec les communes, la sectorisation de l'ensemble de la Région. Pour la même raison, à l'article 41, les mots « , sur décision de l'Agence du stationnement après concertation avec les communes » seront omis.

Article 47

La section de législation se pose la question de savoir si le champ d'application de la disposition ne devrait pas être étendu aux autres accès carrossables des propriétés [19].

Article 48

La division en sous-sections de la section 4 du chapitre 4 doit être revue afin que l'article 48 soit repris dans une sous-section [20].

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour les articles 56 à 58, 74 et 141.

Article 49

L'article 39, alinéa 2, de l'ordonnance du 22 janvier 2009 prévoit que les titulaires d'une carte de dérogation en qualité de « prestataires de soins médicaux urgents » bénéficient de la gratuité, dans toutes les zones de stationnement, « le temps de la dispensation effective des soins médicaux urgents ». L'auteur du projet ne peut dès lors pas prévoir que cette gratuité ne vaut que pour une heure au maximum.

[19] Voir l'article 25.1, 3°, de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 'portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique'.

[20] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 63.

Article 55

Le rappel ou le renvoi à la réglementation fédérale n'est ni nécessaire, ni opportun.

Article 56

L'alinéa 2, qui prévoit que les cartes de dérogations facultatives ne peuvent être attribuées qu'aux personnes qui ont leur résidence principale ou leur domicile dans l'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, doit être omis. Cette condition n'est en effet pas admissible pour la délivrance de cartes de stationnement destinées, à titre d'exemples, à des commerçants ambulants ou des personnes actives sur un chantier temporaire. Elle est d'ailleurs inconciliable avec les conditions prévues pour la délivrance de certaines de ces cartes en ce qu'elle aboutit à ce que une carte « résidence secondaire » ne pourrait être attribuée qu'à une personne dont tant la résidence principale que la résidence secondaire sont situées sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 63

La condition prévue par les mots « à condition que toutes les communes concernées participent à l'Agence du stationnement » est ambigüe. Si l'intention de l'auteur du projet est de viser une prise de participation au capital de cette Agence conformément à l'article 25, § 2, de l'ordonnance du 22 janvier 2009, il doit le préciser en ajoutant les mots « au capital ».

Article 64

À l'alinéa 1er, il convient de se référer « aux registres de la population », étant entendu que, selon l'article 1er de la loi du 19 juillet 1991 'relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques', sont inscrits dans les « registres de la population […] au lieu où ils ont établi leur résidence principale, les Belges et les étrangers admis ou autorisés à séjourner plus de trois mois dans le Royaume, autorisés à s'y établir, ou les étrangers inscrits pour une autre raison conformément aux dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à l'exception des étrangers qui sont inscrits au registre d'attente visé au 2° ».

Par ailleurs, la section de législation n'aperçoit pas le motif pour lequel les personnes inscrites au registre d'attente sont exclues du champ d'application de la présente disposition.

La disposition sera revue en conséquence.

Article 66

L'article 66 énonce : « Le prix de la carte de dérogation 'multi-secteurs temporaire' est du même tarif de base que la carte de dérogation 'riverain' : il faut additionner les secteurs de stationnement d'utilisation prédéterminés pour pouvoir déterminer le prix de la carte de dérogation 'multi-secteurs temporaire' ».

Afin de clarifier la portée de la disposition, il convient de la rédiger comme le fait l'article 38 du projet 53.341/4 et donc de la formuler comme suit :

« Le prix de la carte de dérogation 'multi-secteurs temporaire' est fonction du prix de la carte de dérogation 'riverain' de la commune où la carte de dérogation est demandée, multiplié par le nombre de secteurs pour lesquels cette carte de dérogation est demandée ».

Article 67

1. Si l'article 67 du projet prévoit que le plan de déplacement d'entreprise ou équivalent doit être approuvé, l'article 68, qui détermine le contenu du « plan équivalent au plan de déplacement d'entreprise », ne prévoit pas d'approbation pour ce plan. Il y a dès lors lieu d'omettre le mot « approuvé » ou de clarifier la portée des dispositions sur ce point.

2. L'alinéa 1er, 4e tiret, mentionne « tout établissement d'enseignement agréé ». Mieux vaut viser « tout établissement organisé, reconnu ou subventionné par une communauté ».

Article 71

La limitation des cartes « interventions » aux seules personnes habitant dans la Région de Bruxelles-Capitale n'est pas admissible. Elle porte atteinte à la liberté de prestation des activités économiques.

L'habilitation donnée à la « Région » pour déroger à l'exigence de résidence ne répond pas au grief.

Articles 75 et 77

Il est incohérent de définir le stationnement de vélos de courte durée comme étant un stationnement de quelques minutes à une journée et celui de longue durée comme étant celui de plusieurs heures ou de plusieurs jours.

La cohérence du projet doit être améliorée.

Article 81

À l'alinéa 2, 1er tiret, il y a lieu de remplacer le mot « Ministère » par le mot « ministre ».

Article 87

La section de législation se demande si l'intention de l'auteur du projet ne consiste pas, compte tenu de la différence d'encombrement d'un véhicule à deux ou quatre roues, à prévoir la suppression d'un espace équivalent de places de stationnement pour automobiles au lieu d'un nombre de places de stationnement équivalent.

La disposition sera revue de manière à mieux rendre compte de l'intention de son auteur.

Article 90

Il est inutile de recopier la définition de la notion de « voitures partagées », qui figure à l'article 2.50 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 'portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique'. Une telle manière de procéder présente, en outre, l'inconvénient de figer à une date déterminée la définition à laquelle il est fait référence.

Article 95

La disposition mentionne la « Direction Taxis », à savoir la « Direction des Taxis » appartenant à l'administration de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'administration peut en tout temps transmettre des propositions au ministre dont elle dépend hiérarchiquement comme celui-ci peut réciproquement la solliciter. Il est inutile de le rappeler.

C'est au ministre qu'il appartient en principe de s'adresser aux communes et non à son administration agissant d'initiative.

La section de législation s'interroge enfin sur le sens de l'expression « après examen […] d'une proposition du secteur ». S'il s'agit d'un organe consultatif institué, il y a lieu de préciser lequel.

La disposition sera revue à la lumière de ces observations.

Article 98

Compte tenu de l'observation formulée sous l'article 95 quant aux rapports entre le ministre et son administration, la disposition sera omise.

Article 104

Le quotient qui figure à l'alinéa 1er sera omis ; il suffit de mentionner le pourcentage du linéaire de voirie.

Article 114

Sans doute y a-t-il lieu de se référer à l'article 113 et non à l'article 112.

Article 148

Les mots « à compter de » seront omis.

Dispositions finales

1. La disposition qui prévoit l'entrée en vigueur doit figurer dans un article du dispositif et sera rédigée conformément au *Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires* [21].

2. La promulgation est réservée aux actes législatifs. Il faut prévoir un article d'exécution [22].

III. PROJET D'ARRÊTÉ 'PORTANT EXÉCUTION DE L'ORDONNANCE DU 22 JANVIER 2009 PORTANT ORGANISATION DE LA POLITIQUE DU STATIONNEMENT ET CRÉATION DE L'AGENCE DU STATIONNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE' (53.341/4)

OBSERVATION GÉNÉRALE

Il est rappelé à l'auteur du projet qu'en tant que celui-ci concerne des redevances, celles-ci doivent être établies en fonction de l'indemnisation d'un service accompli par l'autorité au bénéfice du redevable considéré isolément. Selon la Cour constitutionnelle, « [une redevance]

[21] *Ibid.*, recommandation n° 152.1.

[22] *Ibid.*, recommandations nos 164 à 168.

n'a qu'un caractère d'indemnisation, de sorte qu'un rapport raisonnable doit exister entre le coût ou la valeur du service fourni et le montant dû par le redevable » [23].

Il appartient à l'auteur du projet de s'assurer que les montants en projet satisfont à ces conditions.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Il y a lieu de préciser le visa relatif à l'ordonnance du 22 janvier 2009, qui procure un fondement juridique au projet, par l'indication des articles pertinents.

Les mots « Exécution des articles : art. 4, 5, 6 de l'Ordonnance » entre l'intitulé du projet et la mention de son auteur doivent en revanche être omis.

2. L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État doit être rédigé comme suit :

« Vu l'avis 53.341/4 du Conseil d'État, donné le 5 juin 2013, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » [24].

3. Dans la mesure où le présent projet, conformément à la première observation générale relative aux trois projets, ne comprendrait plus aucune disposition devant être considérée comme relevant du volet réglementaire du plan régional de politique du stationnement, il y aurait lieu de supprimer le deuxième considérant.

DISPOSITIF

Article 1er

1. Au 1°, la mention de la publication au *Moniteur belge* de l'ordonnance du 22 janvier 2009 doit être omise afin d'éviter une référence figée.

2. La section de législation se demande pourquoi la disposition impose que la composition du ménage soit exclusivement fournie par la commune alors que le document est également disponible auprès du registre national.

3. Le projet soumis à la section de législation ne contient aucune annexe alors que le 8° fait référence à une telle annexe. La disposition n'a donc pas été examinée.

---

[23] C.C., 29 juillet 2010, n° 89/2010, B.15.2.

[24] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

4. Aux 10° et 11°, il n'y a pas lieu de définir les notions de zones verte et bleue puisque celles-ci n'apparaissent pas dans la suite du projet.

Article 2

Si les projets 53.341/4 et 53.342/4 étaient maintenus distincts (voir plus haut la première observation générale relative aux trois projets), il y aurait lieu de veiller à la concordance entre cet article et l'intitulé du troisième projet examiné puisque l'intitulé de la version soumise à la section de législation du Conseil d'État ne précise pas les articles de l'ordonnance du 22 janvier 2009 qu'il exécute.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour la suite du projet.

Article 3

À l'alinéa 3, la notion de « 24 heures 30 » n'existant pas, il y a lieu de remplacer ces mots par « 0 heure 30 ».

L'article 21 du projet 53.342/4 appelle la même observation.

Article 4

Dans un texte réglementaire, il n'y a pas lieu d'employer l'abréviation « PRS ». La concordance entre les versions française et néerlandaise sera dès lors rétablie sur la base de la version néerlandaise.

Article 10

L'article 10 prévoit un avis conforme de l'Agence du stationnement. Il est renvoyé à l'observation générale à cet égard sur le projet d'arrêté 53.340/4.

La même observation vaut pour l'article 30.

Articles 11 et 31

Les articles 11 et 31 déterminent l'ordre de priorité de délivrance des cartes de dérogation lorsque des communes instaurent des quotas. Le système mis en place manque toutefois de cohérence en ce que l'ordre de priorité concerne l'ensemble des cartes de dérogation alors qu'il est censé régler l'ordre d'attribution d'une seule catégorie de ces cartes.

Article 15

La division en sous-sections de la section 2 du chapitre V doit être revue afin que l'article 15 soit inclus dans une sous-section[25].

Article 16

1. La disposition à l'examen reproduit la règle consacrée à l'article 49 du projet 53.340/4 (voir la première observation générale relative aux trois projets). Dans cette mesure, elle est inutile et doit être omise.

2. Si l'intention est de rendre la carte de dérogation délivrée aux prestataires de soins médicaux urgents applicable à l'ensemble des zones, en ce compris celles visées par le présent projet, la disposition fait double emploi avec l'article 39, alinéa 2, de l'ordonnance du 22 janvier 2009 et doit également être omise.

3. Les autres dispositions du projet qui reproduisent des éléments du régime général des cartes de dérogation déjà défini dans le projet 53.340/4 (tels les articles 32, 35 à 38 et 39) appellent une observation analogue à l'observation 1. Si l'intention de l'auteur du projet est, dans ces dispositions, de régler la validité des cartes de dérogation concernées dans les nouvelles zones réglementées qu'il institue, ces dispositions devront être revues afin qu'elles traduisent cette intention de manière explicite et précise.

Article 40

Au dernier alinéa, sous le dernier tiret, l'auteur du projet doit mieux exprimer son intention : envisage-t-il qu'une personne ne puisse être titulaire que d'une seule carte de dérogation pour un véhicule de plus de 3,5 tonnes, même si elle est propriétaire de plusieurs véhicules de ce type, ou entend-il permettre à une telle personne d'être titulaire d'autant de cartes que de véhicules de plus de 3,5 tonnes dont elle est propriétaire ?

La disposition sera revue de manière à mieux rendre compte de l'intention de son auteur.

Dispositions finales

1. La disposition qui prévoit l'entrée en vigueur doit figurer dans un article du dispositif. Elle sera rédigée conformément au guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires [26].

[25] *Ibid.*, recommandation n° 63.

[26] *Ibid.*, recommandation n° 152.1.

2. La promulgation est réservée aux actes législatifs. Il faut prévoir un article d'exécution [27].

IV. PROJET D'ARRÊTÉ 'PORTANT EXÉCUTION DE L'ORDONNANCE DU 22 JANVIER 2009 PORTANT ORGANISATION DE LA POLITIQUE DU STATIONNEMENT ET CRÉATION DE L'AGENCE DU STATIONNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE' (53.342/4)

PRÉAMBULE

Il est renvoyé, *mutatis mutandis*, aux observations formulées dans le projet 53.341/4.

DISPOSITIF

Article 6

Sous réserve du premier quart d'heure gratuit, l'article 38, § 1er, de l'ordonnance du 22 janvier 2009 habilite le Gouvernement à fixer, dans des fourchettes de montant, les redevances, pour des périodes d'une demi-heure, une heure ou deux heures. Cet article précise que toute période entamée est due dans son entièreté.

Il en découle que l'auteur du projet ne peut pas prévoir des redevances par quart d'heure.

Le projet doit, dès lors, être revu.

Article 14

L'auteur du projet s'écarte de la formulation prévue à l'article 38, § 2, de l'ordonnance du 22 janvier 2009 pour déterminer les périodes pour lesquelles les redevances sont dues.

Dans un souci de sécurité juridique, la rédaction de cette disposition sera revue conformément à celle de l'ordonnance du 22 janvier 2009.

Article 18

Au second tiret, mieux vaut rédiger la disposition pour envisager l'hypothèse d'une période qui court « au delà de 4 heures ».

---

[27] *Ibid.*, recommandations nos 164 à 168.

Article 28

Il y a lieu de préciser les signaux de la série E9a à E9l concernés.

Dispositions finales

1. Si, à la différence des projets 53.340/4 et 53.341/4, la disposition qui prévoit l'entrée en vigueur figure dans un article du dispositif, sa numérotation est erronée. En outre, elle doit être rédigée conformément au *Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires* [28].

2. La promulgation est réservée aux actes législatifs. Il faut prévoir un article d'exécution [29].

*

[28] *Ibid*., recommandation n° 152.1.

[29] *Ibid*., recommandations n[os] 164 à 168.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van de ontwerpen, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geven de ontwerpen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

I. ALGEMENE OPMERKINGEN OVER DE DRIE ONTWERPEN

1. Dit advies wordt gegeven over drie ontwerpen van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, die gelijktijdig om advies zijn voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State en de volgende opschriften dragen: het eerste 'houdende het regelgevende luik met betrekking tot het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan' (hierna ontwerp 53.340/4) en de twee andere 'tot uitvoering van de Ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap' (hierna respectievelijk ontwerp 53.341/4 en ontwerp 53.342/4).

De samenhang tussen de ontworpen teksten en de ordonnantie van 22 januari 2009 'houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap' (hierna ordonnantie van 22 januari 2009) en tussen de ontworpen teksten onderling moet worden herzien.

Diverse bepalingen van de ontworpen teksten beperken zich immers tot het herhalen van of verwijzen naar regels die al zijn voorgeschreven door de ordonnantie van 22 januari 2009. Dit is het geval met artikel 26, eerste zin, van ontwerp 53.340/4 en met artikel 5 van ontwerp 53.342/4 die de maximumduur voor de parkeertijd in de rode zone bepalen, wat een beginsel is dat al vervat zit in artikel 38, § 1, derde lid van de ordonnantie. Dit is ook het geval met artikel 29, eerste lid van ontwerp 53.340/4 dat, door te bepalen dat "[parkeren] in de blauwe zone gratis [is] binnen de toegelaten tijdslimiet", – weliswaar minder nauwkeurig – een al in artikel 38, § 3 geformuleerde regel bevestigt volgens welke "in de blauwe zone, geen enkele retributie verschuldigd [is] voor de duur van de toegelaten parkeertijd bij gebruik van een parkeerschijf, met inachtneming van en conform artikel 27 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg". Dit is ook het geval met de artikelen 50, tweede lid, van ontwerp 53.340/4 en 19 van ontwerp 53.341/4 die elk bepalen dat "de geldigheid van deze vrijstellingskaart 'zorgverlener dringende medische hulp' wordt bepaald in artikel 39 van de Ordonnantie". Een dergelijke handelwijze moet worden afgekeurd.[1]

[1] Over de nadelen die vastzitten aan het overnemen van bepalingen, zie *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 80 tot 82.

Voorts worden diverse regels die in ontwerp 53.340/4 opgenomen zijn en dus verondersteld worden deel uit te maken van het regelgevende gedeelte van het gewestelijk parkeerbeleidsplan als bedoeld in de artikelen 9 en 10 van de ordonnantie van 22 januari 2009, nogmaals geformuleerd, nu eens in ontwerp 53.341/4, dan weer in ontwerp 53.342/4. Zo bepalen artikel 37 van ontwerp 53.340/4 en artikel 6 van ontwerp 53.341/4 elk dat "[h]et Parkeeragentschap zorgt voor een geïnformatiseerd beheerssysteem van de vrijstellingskaarten, dat tegen betaling toegankelijk is voor de gemeenten, en dat tot doel heeft het gebruik, het toezicht en het misbruik van deze kaarten te controleren". Een gelijkaardige vaststelling geldt inzonderheid voor artikel 49, eerste lid, van ontwerp 53.340/4 en artikel 16, eerste lid, van ontwerp 53.341/4, artikel 55 van ontwerp 53.340/4 en artikel 23 van ontwerp 53.341/4, artikel 59 (*juncto* 35) van ontwerp 53.340/4 en artikel 32 van ontwerp 53.341/4, artikel 63, eerste lid, van ontwerp 53.340/4 en artikel 35, eerste en tweede lid, van ontwerp 53.341/4, artikel 64, tweede lid, van ontwerp 53.340/4 en artikel 35, derde lid, van ontwerp 53.341/4, artikel 64, eerste lid, van ontwerp 53.340/4 en artikel 37, eerste lid, van ontwerp 53.341/4, artikel 65 van ontwerp 53.340/4 en artikel 35, eerste en tweede lid, van ontwerp 53.341/4, artikel 66 van ontwerp 53.340/4 en artikel 38 van ontwerp 53.341/4[2], artikel 67 van ontwerp 53.340/4 en artikel 39 van ontwerp 53.341/4[3], artikel 71 van ontwerp 53.340/4 en artikel 43 van ontwerp 53.341/4, artikel 27, eerste zin, van ontwerp 53.340/4 en artikel 9 van ontwerp 53.342/4, artikel 28, eerste zin, van ontwerp 53.340/4 en artikel 13 van ontwerp 53.342/4, artikel 30, eerste zin, van ontwerp 53.340/4 en artikel 17 van ontwerp 53.342/4 en artikel 31, eerste zin, van ontwerp 53.340/4 en artikel 21, eerste lid, van ontwerp 53.342/4.

Ten slotte worden sommige bepalingen die in ontwerp 53.340/4 ontbreken, zowel in ontwerp 53.341/4 als in ontwerp 53.342/4 geformuleerd. Dit is het geval met artikel 3, derde lid, van ontwerp 53.341/4 en artikel 21, tweede lid, van ontwerp 53.342/4 die beide bepalen dat "[h]et gebruik van een parkeerplaats die zich bevindt in de paarse zone is gereglementeerd van 20 uur tot 24 uur 30".[4]

Om voor de hand liggende redenen van rechtszekerheid moet worden vermeden dat een overheid dezelfde regel meermaals in afzonderlijke besluiten inschrijft. Wat de nodeloze herhalingen in ontwerp 43.340/4 en de andere ontwerpen betreft, levert deze handelwijze een bijzonder nadeel op dat voortvloeit uit het feit dat het regelgevende gedeelte van het gewestelijk parkeerbeleidsplan, waarvan de Regering de inhoud definieert met inachtneming van de algemene minimumvoorschriften opgelegd door artikel 9, tweede lid, 2°, a) tot c), is onderworpen aan een specifieke procedure van openbaar onderzoek en advies krachtens artikel 10 van de ordonnantie van 22 januari 2009. Dat regels uit het regelgevende gedeelte van het gewestelijk parkeerbeleidsplan in andere besluiten worden overgenomen, heeft tot gevolg dat de in artikel 10 van de ordonnantie ingeschreven procedure zou moeten worden nageleefd voor de bepalingen van elk van de besluiten die regels uit het regelgevende gedeelte van het gewestelijk

[2] De redactie van artikel 38 van ontwerp 53.341/4 is evenwel duidelijker dan die van artikel 66 van ontwerp 53.340/4: zie, hierna, de bijzondere opmerking onder dit laatstgenoemde artikel.

[3] Met uitzondering van het vierde streepje, derde lid, van artikel 39 van ontwerp 43.341/4.

[4] Zie ook de bijzondere opmerking over deze bepalingen.

parkeerbeleidsplan formuleren, alsook voor de wijzigingen die er later in worden aangebracht, overeenkomstig het bepaalde in artikel 12 van de ordonnantie van 22 januari 2009.

De steller van de ontwerpen moet zich in het besluit, genomen op basis van artikel 10 van de ordonnantie van 22 januari 2009, beperken tot het formuleren van de regels die het regelgevende gedeelte van het gewestelijk parkeerbeleidsplan moeten vormen, in de zin van artikel 9 van de ordonnantie dat de inhoud ervan omschrijft. De andere regels, die voortvloeien uit bevoegdheden die verschillen van die welke wordt verleend door artikel 10 van de ordonnantie, moeten door middel van een afzonderlijk besluit worden opgesteld.

Gelet op het feit dat ontwerp 53.341/4 meermaals verwijst naar ontwerp 53.342/4[5], is het aangewezen deze twee dispositieven in eenzelfde besluit samen te brengen (na de bepalingen die deel uitmaken van het regelgevende gedeelte van het gewestelijk parkeerbeleidsplan erin te hebben geschrapt). Het zonder aanwijsbare reden scheiden van diverse uitvoeringsbesluiten die door veelvuldige verwijzingen en identieke bepalingen met elkaar verbonden zijn, schept immers, naast leesbaarheidsproblemen, ook rechtsonzekerheid omdat bij toekomstige wijzigingen van de ontworpen teksten discrepantie dreigt te ontstaan. Door de ontwerpen 53.341/4 en 53.342/4 samen te brengen, wordt bovendien het bezwaar weggenomen dat verband houdt met het feit dat beide ontwerpen hetzelfde opschrift hebben, wat hun respectieve identificatie bemoeilijkt indien ze dezelfde datum moesten dragen.

Samengevat, moeten de voorliggende ontwerpen fundamenteel worden herzien om de uit de regels van de ordonnantie van 22 januari 2009 overgenomen bepalingen erin te schrappen, om zich in ontwerp 53.340/4 te beperken tot het formuleren van de regels die het regelgevende gedeelte van het gewestelijk parkeerbeleidsplan moeten vormen, om de in ontwerp 53.340/4 opgenomen bepalingen te schrappen in de ontwerpen 53.341/4 en 53.342/4 en om de bepalingen die hun rechtsgrond vinden in andere machtigingen dan die welke artikel 10 van de ordonnantie van 22 januari 2009 verleent, in één tekst samen te brengen.

2. Diverse bepalingen van de ontwerpen 53.340/4, 53.341/4 en 53.342/4 memoreren dat ze van toepassing zijn ofwel "conform artikel … van de Ordonnantie"[6], ofwel "met uitzondering van hetgeen bepaald is in artikel 39 van de Ordonnantie"[7], ofwel "binnen de grenzen vastgesteld door de Ordonnantie"[8], ofwel "conform dit besluit, de Ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten"[9] ofwel "onder voorbehoud dat de bepalingen van dit besluit worden nageleefd"[10]. Dergelijke memoreringen zijn nutteloos. De ordonnantie van 22 januari 2009 vormt

[5] Zie de artikelen 1, 5° en 9° tot 11°, 2, 7, 14, 19, 21, 23, 28, 36, 42 en 47 van ontwerp 53.341/4.

[6] Zie inzonderheid de artikelen 19, 28 en 29 van ontwerp 53.340/4.

[7] Zie inzonderheid de artikelen 26 en 27 van ontwerp 53.340/4.

[8] Zie inzonderheid artikel 34 van ontwerp 53.340/4.

[9] Zie artikel 35 en, *mutatis mutandis*, artikel 91 van ontwerp 53.340/4.

[10] Zie artikel 39, tweede lid, van ontwerp 53.340/4.

noodzakelijkerwijze de wettelijke basis voor de ontwerpen; aanhoudende memoreringen maken de tekst niet leesbaarder. Dit geldt ook voor interne verwijzingen[11].

In diverse bepalingen moeten ook de woorden tussen haakjes, waarvan de betekenis onzeker is, worden weggelaten[12].

De opmerking geldt voor alle ontwerpen, zelfs wanneer deze woorden tussen haakjes tot doel hebben voorbeelden te geven. Het is immers niet aan een regelgevende tekst om aldus te beschikken.

De ontworpen teksten moeten worden herzien om dergelijke tussenzinnen zoveel mogelijk te schrappen.

3. Verscheidene bepalingen van de ontwerpen hebben het over "het Gewest" of de "gemeente(n)" om hun bepaalde bevoegdheden op te dragen[13]. Deze bepalingen moeten worden aangevuld om te verduidelijken aan welke organen van deze publiekrechtelijke personen die bevoegdheden worden toevertrouwd.

4. De Franse versie van de ontwerpen is op het vlak van het taalgebruik voor verbetering vatbaar. Zo wordt bijvoorbeeld de ISO-code "EUR" uitsluitend in tabellen gebruikt.[14]

5. Rekening houdend met het feit dat de drie ontwerpen van besluit dezelfde of gelijkaardige bepalingen bevatten die dus aanleiding geven tot dezelfde opmerkingen vanwege de afdeling Wetgeving van de Raad van State of, *mutatis mutandis*, tot gelijkaardige opmerkingen, wordt de aandacht van de steller van de drie ontwerpen uitdrukkelijk gevestigd op het feit dat die opmerkingen niet werden herhaald en dat het dan ook aan hem is om elk van die bepalingen te herzien op basis van de kritiek of de opmerking geformuleerd waar ze de eerste keer voorkomen en ze bij de volgende keren aan te passen.

6. Onder voorbehoud van deze opmerkingen formuleert de afdeling Wetgeving de hierna volgende opmerkingen.

---

[11] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 75, a).

[12] Zie bij wijze van voorbeeld de artikelen 9, 97, 100, 105, 115, 119 en 123 van ontwerp 53.340/4. *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 86.

[13] Zie bij wijze van voorbeeld de artikelen 11, 35, 36, 39, tweede lid, van ontwerp 53.340/4, de artikelen 4, 9 tot 11, 39, 41, 43 en 46 van ontwerp 53.341/4 en artikel 12 van ontwerp 53.342/4.

[14] Zie ook inzonderheid artikel 11, eerste zin van ontwerp 53.340/4 (waar in de Franse versie "dérogation obtenue de" en niet "par" moet worden geschreven), en de artikelen 11, eerste streepje, tweede lid, derde punt, 40, tweede lid, 57, eerste lid, 72, 76 (in verband met de uitdrukking "aan de hand van" in de Nederlandse versie en het gebruik van het bijwoord "notamment" in de Franse versie) en 137, eerste lid.

II. ONTWERP VAN BESLUIT 'HOUDENDE HET REGELGEVENDE LUIK MET BETREKKING TOT HET GEWESTELIJK PARKEERBELEIDSPLAN' (53.340/4)

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Het voorliggende besluit bevat het regelgevende gedeelte van het gewestelijk parkeerbeleidsplan. Het is aldus onderworpen aan de vormvereisten bepaald in artikel 10 van de ordonnantie van 22 januari 2009. Aan de hand van het bij de adviesaanvraag gevoegde dossier kan niet worden nagegaan of deze voorafgaande vereisten correct werden vervuld.

Het is dan ook aan de steller van het ontwerp om zich hiervan te vergewissen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Meerdere artikelen van het ontwerp strekken ertoe doelstellingen te bepalen of voorbeelden te geven. Het betreft inzonderheid afdeling 1 van hoofdstuk 1, artikel 9, artikel 12, artikel 84, artikel 109 en artikel 115, tweede lid.

De afdeling Wetgeving merkt op dat sommige bepalingen uitdrukkelijk naar dergelijke doelstellingen verwijzen. Dat is onder meer het geval in de inleidende zin van artikel 11.

Het ontwerp moet worden herzien teneinde de niet-regelgevende bepalingen weg te laten of ze in voorkomend geval opnieuw te formuleren zodat ze een regelgevende strekking krijgen.

2. Luidens de artikelen 11 en 20 van het ontwerp moeten eventuele aanpassingen van het toegelaten aantal parkeerplaatsen of aanpassingen van de tijdvakken waarin het parkeren is gereglementeerd, om eensluidend advies worden voorgelegd aan het Parkeeragentschap, opgericht bij artikel 25 van de ordonnantie van 22 januari 2009. Uit deze ordonnantie blijkt echter niet dat beslissingen van de gemeentelijke of gewestelijke overheden om eensluidend advies aan dit agentschap kunnen worden voorgelegd.

Hoe dan ook komt dit vereiste erop neer dat een gedeelte van de regelgevende bevoegdheid van het Gewest of van de gemeenten wordt gedeeld met het Parkeeragentschap. Een beslissingsbevoegdheid toekennen aan een instantie die geen politieke verantwoordelijkheid draagt ten aanzien van een vergadering van gekozenen, zou aldus indruisen tegen het beginsel van de niet-beschikbaarheid van de aan de overheidsinstanties toegewezen bevoegdheden, daar de betreffende teksten geen betrekking hebben op aangelegenheden die kunnen worden aangemerkt als bijkomstig of technisch.

Dezelfde opmerking geldt voor de "kaderomzendbrieven die het Parkeeragentschap (…) uitvaardigt", vermeld in artikel 36.

Het ontwerp moet derhalve in het licht van deze opmerking worden herzien.

3. De hierna volgende bijzondere opmerkingen worden gemaakt onder het voorbehoud van deze algemene opmerkingen, die inhouden dat het ontwerp grondig moet worden herzien.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. De aanhefverwijzing betreffende de ordonnantie van 22 januari 2009 moet nauwkeuriger worden geformuleerd: ze moet de bepaling opgeven die rechtsgrond oplevert voor het ontwerp, te weten artikel 10.[15]

2. De aanhef moet worden aangevuld teneinde te vermelden dat de voorafgaande vormvereisten zijn vervuld. De tweede overweging moet bijgevolg worden weggelaten.

3. Het lid betreffende het advies van de Raad van State moet als volgt luiden:

"Gelet op advies 53.340/4 van de Raad van State, gegeven op 5 juni 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;".[16]

DISPOSITIEF

Inhoudstafel

In een regelgevende tekst hoort geen inhoudstafel. Ze moet worden weggelaten.

Afdeling 2

Er moet voor worden gezorgd dat de twee versies van het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk 1 overeenstemmen.

Artikel 7

1. De afdeling Wetgeving vraagt zich af waarom de bepaling voorschrijft dat het attest inzake de gezinssamenstelling enkel door de gemeente wordt afgeleverd terwijl dat document ook bij het Rijksregister beschikbaar is.

---

[15] Zie algemene opmerking 1.

[16] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

2. De vermelding van de bekendmaking van de ordonnantie van 22 januari 2009 in het *Belgisch Staatsblad* moet worden weggelaten teneinde een gefixeerde verwijzing te voorkomen.

3. De bepaling onder 6° moet de definitie overnemen die in artikel 68, eerste lid, wordt gegeven, in plaats van daar enkel naar te verwijzen.

Artikel 13

Artikel 13 moet worden weggelaten. Het is noodzakelijk noch wenselijk de federale regelgeving te memoreren of ernaar te verwijzen.

Artikel 14

Het is evenmin noodzakelijk of wenselijk circulaires van de federale overheid te memoreren of ernaar te verwijzen, te meer daar het niet-regelgevende teksten betreft.[17]

Artikel 20

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of het in het vierde lid bedoelde geval niet reeds is behandeld in het eerste lid van hetzelfde artikel; in dat geval moet het vierde lid worden weggelaten.

Artikel 22

In het derde lid schrijve men "Een tweede uitnodiging om de verschuldigde forfaitaire vergoeding te kwijten wordt aangebracht 4 uur 30 na de afgifte van de eerste uitnodiging indien het parkeren aanhoudt".[18]

Artikel 25

Artikel 25 draagt de regering op de tarieven in de rode, oranje, grijze, groene, paarse en gele zones vast te stellen. Een dergelijke machtiging aan zichzelf is zinloos.

Deze opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de artikelen 46 (betreffende de vaststelling door de regering van de prijzen van de eerste vrijstellingskaart "buurtbewoner" en van de bijkomende kaarten), 50 (betreffende de vaststelling door de regering van de vrijstellingskaart "zorgverlener dringende medische hulp"), 54 (betreffende de vaststelling door de regering van de vrijstellingskaart "autodelen"), 60 (betreffende de vaststelling door de

[17] *Ibid*., aanbeveling 83.

[18] Vergelijk met de formulering van artikel 3, tweede lid, tweede zin, van ontwerp 53.342/4.

regering van de prijs van de vrijstellingskaart "tijdelijke bewoner"), 68 (betreffende de vaststelling door de regering van de prijs van de vrijstellingskaart "overige gebruiker"), 73 (betreffende de vaststelling door de regering van de maandelijkse prijs van de vrijstellingskaart "interventie") en 101 (betreffende de vaststelling door de regering van het enig en forfaitair tarief van een parkeerperiode voor de voorbehouden parkeerplaatsen die worden gebruikt voor laden en lossen).

Artikelen 30 tot 32

De artikelen 30 tot 32 stellen drie nieuwe parkeerzones in: de grijze, paarse en gele zone. Dat stemt overeen met artikel 4 van de ordonnantie van 22 januari 2009 die de regering machtigt bijkomend andere zones in te stellen. De afdeling Wetgeving vraagt zich echter af hoe deze nieuwe zones zich verhouden tot de tabel in artikel 8 van het ontwerp die het aantal parkeerplaatsen vaststelt en deze zones niet vermeldt.

Artikelen 39, 40 en 41

De samenhang tussen de artikelen 39, 40 en 41 zou duidelijker zijn indien in artikel 40, tweede lid, de woorden "het Parkeeragentschap of" worden weggelaten, aangezien artikel 39 het agentschap reeds de bevoegdheid toekent om in overleg met de gemeenten het hele Gewest in sectoren in te delen. Om dezelfde reden moeten in artikel 41 de woorden ", na een beslissing van het Parkeeragentschap en na overleg met de gemeenten" worden weggelaten.

Artikel 47

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of de werkingssfeer van deze bepaling niet moet worden uitgebreid naar andere inritten van eigendommen.[19]

Artikel 48

De onderverdeling in onderafdelingen van afdeling 4 van hoofdstuk 4 moet worden herzien opdat artikel 48 tot een onderafdeling behoort.[20]

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de artikelen 56 tot 58, 74 en 141.

[19] Zie artikel 25.1 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 'houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg'.

[20] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 63.

Artikel 49

Artikel 39, tweede lid, van de ordonnantie van 22 januari 2009 voorziet erin dat de houders van een vrijstellingskaart als "zorgverleners van dringende medische hulp" in alle parkeerzones gratis parkeren "voor de duur van de effectieve verstrekking van dringende medische hulp". De steller van het ontwerp kan dus niet bepalen dat deze kosteloosheid slechts voor ten hoogste een uur geldt.

Artikel 55

Het is noodzakelijk noch wenselijk de federale regelgeving te memoreren of ernaar te verwijzen.

Artikel 56

Het tweede lid, dat bepaalt dat de facultatieve vrijstellingskaarten slechts aan personen die gedomicilieerd zijn in één van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden toegekend, moet worden weggelaten. Deze voorwaarde is immers niet toelaatbaar voor de afgifte van parkeerkaarten die bestemd zijn voor, bijvoorbeeld, ambulante handelaars of personen die op een tijdelijke werf werken. Ze is overigens onverenigbaar met de voorwaarden waarin voor de afgifte van sommige van deze kaarten is voorzien, in zoverre ze ertoe leidt dat een kaart "tweede verblijfplaats" alleen zou kunnen worden toegekend aan een persoon van wie zowel de hoofdverblijfplaats als de tweede verblijfplaats op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ligt.

Artikel 63

De voorwaarde die wordt weergegeven door de woorden "op voorwaarde dat alle betrokken gemeenten deel uitmaken van het Parkeeragentschap" is onduidelijk. Indien de steller van het ontwerp, overeenkomstig artikel 25, § 2, van de ordonnantie van 22 januari 2009, een deelneming in het kapitaal van dit agentschap beoogt, moet hij dat aangeven door de woorden "deel uitmaken van" te vervangen door de woorden "deelnemen in het kapitaal".

Artikel 64

In het eerste lid moet worden verwezen naar "de bevolkingsregisters"; immers, luidens artikel 1 van de wet van 19 juli 1991 'betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen' worden "de Belgen en de vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn om voor een langere termijn dan drie maanden in het Rijk te verblijven, die gemachtigd zijn zich er te vestigen, of die om een andere reden ingeschreven worden overeenkomstig de bepalingen van de wet van

15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, met uitzondering van de vreemdelingen die zijn ingeschreven in het in 2° bedoelde register" ingeschreven "in de bevolkingsregisters (…) waar zij hun hoofdverblijfplaats gevestigd hebben".

Voorts begrijpt de afdeling Wetgeving niet waarom de voorliggende bepaling niet tevens betrekking heeft op de personen die in het wachtregister zijn ingeschreven.

De bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 66

Artikel 66 luidt als volgt: "De prijs van de vrijstellingskaart 'tijdelijke multisectorenkaart' is dezelfde als het basistarief van de vrijstellingskaart 'bewoner': men dient de desbetreffende parkeersectoren op te tellen om de prijs van de vrijstellingskaart 'tijdelijke multisectorenkaart' te kunnen bepalen".

Om de strekking van de bepaling duidelijk weer te geven, moet de bepaling worden geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 38 van ontwerp 53.341/4 en moet ze dus luiden als volgt:

"De prijs van een vrijstellingskaart 'tijdelijke multisectoren' is evenredig met de prijs van de vrijstellingskaart 'buurtbewoner' van de desbetreffende gemeente, vermenigvuldigd met het aantal sectoren waarvoor de vrijgesteldenkaart wordt gevraagd".

Artikel 67

1. Alhoewel artikel 67 van het ontwerp bepaalt dat het bedrijfsvervoersplan of een ermee gelijkgesteld plan moet worden goedgekeurd, wordt in artikel 68, dat de inhoud van het "aan een bedrijfsvervoersplan gelijkgesteld plan" vaststelt, niet in een goedkeuring van dat plan voorzien. Het woord "goedgekeurd" moet dus worden weggelaten, ofwel moet de strekking van de bepalingen dienaangaande worden verduidelijkt.

2. Het eerste lid, vierde streepje, heeft het over "elke door een gemeenschap erkende onderwijsinstelling". Het is beter te verwijzen naar "elke door een gemeenschap georganiseerde, erkende of gesubsidieerde onderwijsinstelling".

Artikel 71

Het is niet toelaatbaar dat de kaarten "interventie" alleen aan personen die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wonen, kunnen worden afgegeven. Dat is in strijd met de vrije uitoefening van economische activiteiten.

De bevoegdheid die aan het "Gewest" wordt verleend om van het domicilievereiste af te wijken, komt aan dit bezwaar niet tegemoet.

Artikelen 75 en 77

Het getuigt van een gebrek aan samenhang dat het parkeren van fietsen voor korte termijn wordt gedefinieerd als het parkeren gedurende enkele minuten tot een dag en dat het parkeren van fietsen voor lange termijn wordt gedefinieerd als het parkeren gedurende meerdere uren tot enkele dagen.

Er moet worden gezorgd voor een betere samenhang van het ontwerp.

Artikel 81

In het tweede lid, eerste streepje, moeten de woorden "het Ministerie" worden vervangen door de woorden "de minister".

Artikel 87

Gelet op de verschillende ruimte die tweewielers en vierwielers innemen, vraagt de afdeling Wetgeving zich af of de steller van het ontwerp niet de bedoeling heeft om een gelijkwaardige ruimte voor autoparkeerplaatsen af te schaffen in plaats van een evenredig aantal autoparkeerplaatsen.

De bepaling moet worden herzien zodat de bedoeling van de steller ervan beter wordt weergegeven.

Artikel 90

Het is onnodig de definitie over te nemen van het begrip "autodelen" die voorkomt in artikel 2.50 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 'houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg'. Een dergelijke werkwijze heeft bovendien het nadeel dat de definitie waarnaar wordt verwezen, wordt vastgelegd in de lezing die op een bepaald tijdstip geldt.

Artikel 95

In de bepaling is sprake van de "Directie Taxi's" die deel uitmaakt van de administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De administratie kan te allen tijde voorstellen bezorgen aan de minister aan wie ze hiërarchisch ondergeschikt is, en deze kan omgekeerd ook op haar een beroep doen. Het is onnodig dat te vermelden.

In principe staat het aan de minister, en niet aan zijn administratie handelend uit eigen beweging, om zich tot de gemeenten te wenden.

Ten slotte rijst bij de afdeling Wetgeving de vraag naar de betekenis van de uitdrukking "na onderzoek van (…) een voorstel van de sector". Indien het een ingesteld raadgevend orgaan betreft, moet dat orgaan nader worden aangegeven.

De bepaling moet in het licht van deze opmerkingen worden herzien.

Artikel 98

Gelet op de opmerking bij artikel 95 betreffende de betrekkingen tussen de minister en zijn administratie, moet deze bepaling worden weggelaten.

Artikel 104

Het quotiënt dat in het eerste lid wordt vermeld, moet worden weggelaten; het volstaat het percentage van het aantal kilometer van de openbare weg te vermelden.

Artikel 114

Er moet allicht naar artikel 113 worden verwezen in plaats van naar artikel 112.

Artikel 148

Het woord "vanaf" moet worden weggelaten.

Slotbepalingen

1. De inwerkingtredingsbepaling moet in een artikel van het dispositief worden weergegeven en moet overeenkomstig de *Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten* worden opgesteld.[21]

2. Een afkondiging hoort enkel in wetgevende teksten. Er moet in een uitvoeringsbepaling worden voorzien.[22]

[21] *Ibid*., aanbeveling 152.1.

III. ONTWERPBESLUIT 'TOT UITVOERING VAN DE ORDONNANTIE VAN 22 JANUARI 2009 HOUDENDE DE ORGANISATIE VAN HET PARKEERBELEID EN DE OPRICHTING VAN EEN BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARKEERAGENTSCHAP' (53.341/4)

ALGEMENE OPMERKING

De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat in zoverre het ontwerp betrekking heeft op retributies, deze moeten worden vastgesteld naargelang van de vergoeding van een dienst die de overheid presteert ten voordele van de heffingsplichtige, individueel beschouwd. Volgens het Grondwettelijk Hof "heeft [een retributie] een louter vergoedend karakter, zodat er een redelijke verhouding moet bestaan tussen de kostprijs of de waarde van de verstrekte dienst en het bedrag dat de heffingsplichtige verschuldigd is".[23]

De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat de ontworpen bedragen aan deze voorwaarden voldoen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In de aanhefverwijzing betreffende de ordonnantie van 22 januari 2009, die rechtsgrond voor het ontwerp oplevert, moeten de relevante artikelen nader worden aangegeven.

In de Franse versie moeten de woorden "Exécution des articles: art. 4, 5, 6 de l'Ordonnance", die zich bevinden tussen het opschrift van het ontwerp en de vermelding van de steller ervan, worden weggelaten.

2. Het lid betreffende het advies van de Raad van State moet als volgt luiden:

"Gelet op advies 53.341/4 van de Raad van State, gegeven op 5 juni 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;".[24]

3. In zoverre dit ontwerp overeenkomstig de eerste algemene opmerking over de drie ontwerpen geen bepalingen meer bevat die moeten worden beschouwd als behorend tot het regelgevende gedeelte van het gewestelijk parkeerbeleidsplan , moet de tweede overweging vervallen.

---

[22] *Ibid*., aanbevelingen 164 tot 168.

[23] GwH 29 juli 2010, nr. 89/2010, B.15.2.

[24] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In de bepaling onder 1° moet de vermelding van de bekendmaking van de ordonnantie van 22 januari 2009 in het *Belgisch Staatsblad* worden weggelaten teneinde een gefixeerde verwijzing te voorkomen.

2. De afdeling Wetgeving vraagt zich af waarom de bepaling voorschrijft dat het attest inzake de gezinssamenstelling enkel door de gemeente wordt afgeleverd terwijl dat document ook bij het Rijksregister beschikbaar is.

3. Het ontwerp dat aan de afdeling Wetgeving is voorgelegd bevat geen bijlage terwijl de bepaling onder 8° naar een dergelijke bijlage verwijst. Deze bepaling is dus niet onderzocht.

4. In de bepalingen onder 10° en 11° hoeven de begrippen groene zone en blauwe zone niet te worden gedefinieerd aangezien ze in het vervolg van het ontwerp niet voorkomen.

Artikel 2

Alhoewel de ontwerpen 53.341/4 en 53.342/4 apart zijn gehouden (zie de eerste algemene opmerking over de drie ontwerpen, *supra*), moet worden gezorgd voor de overeenstemming tussen dit artikel en het opschrift van het derde voorliggende ontwerp, aangezien het opschrift van de versie die aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State is voorgelegd de artikelen van de ordonnantie van 22 januari 2009 die het ten uitvoer brengt, niet nader aangeeft.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor het vervolg van het ontwerp.

Artikel 3

Het begrip "24 uur 30" in het derde lid bestaat niet; deze woorden moeten worden vervangen door "0 uur 30".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 21 van ontwerp 53.342/4.

Artikel 4

In een regelgevende tekst is het niet relevant om, zoals in de Franse versie de afkorting "PRS" te gebruiken. De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse versie moet dus worden hersteld op basis van de Nederlandse versie.

Artikel 10

Artikel 10 voorziet in een eensluidend advies van het Parkeeragentschap. Er wordt verwezen naar de algemene opmerking dienaangaande bij ontwerpbesluit 53.340/4.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 30.

Artikelen 11 en 31

In de artikelen 11 en 31 wordt de orde van voorrang bepaald voor de afgifte van de vrijstellingskaarten, ingeval gemeenten quota instellen. De opgezette regeling vertoont echter een gebrek aan samenhang in zoverre de orde van voorrang op alle vrijstellingskaarten betrekking heeft, terwijl ze geacht wordt de toekenning van een enkele categorie kaarten te regelen.

Artikel 15

De verdeling in onderafdelingen van afdeling 2 van hoofdstuk V moet worden herzien opdat artikel 15 deel uitmaakt van een onderafdeling.[25]

Artikel 16

1. De voorliggende bepaling neemt de regel over die is neergelegd in artikel 49 van ontwerp 53.340/4 (zie de eerste algemene opmerking over de drie ontwerpen). In dat opzicht is deze bepaling overbodig en moet ze worden weggelaten.

2. Indien het de bedoeling is de vrijstellingskaart die wordt afgegeven aan zorgverleners van dringende medische hulp geldig te maken voor alle zones, inclusief de zones die door het voorliggende ontwerp worden bedoeld, is de bepaling een overbodige herhaling van artikel 39, tweede lid, van de ordonnantie van 22 januari 2009 en moet ze eveneens worden weggelaten.

3. Voor de andere bepalingen van het ontwerp die elementen overnemen van de algemene regeling inzake de vrijstellingskaarten die reeds in ontwerp 53.340/4 is vastgesteld (zoals de artikelen 32, 35 tot 38 en 39) geldt een soortgelijke opmerking als opmerking 1. Indien het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om in deze bepalingen de geldigheid van de betreffende vrijstellingskaarten te regelen in de nieuwe gereglementeerde zones die hij instelt, moeten deze bepalingen worden herzien opdat ze deze bedoeling uitdrukkelijk en nauwkeurig weergeven.

[25] *Ibid.*, aanbeveling 63.

Artikel 40

In de bepaling onder het laatste streepje van het laatste lid moet de steller van het ontwerp zijn bedoeling beter tot uitdrukking brengen: bedoelt hij dat een persoon slechts een enkele vrijstellingskaart voor een voertuig van meer dan 3,5 ton op zijn naam kan hebben, zelfs indien hij meerdere voertuigen van dit type bezit, of wil hij het mogelijk maken dat een dergelijke persoon evenveel kaarten heeft als hij voertuigen van meer dan 3,5 ton bezit?

De bepaling moet worden herzien zodat de bedoeling van de steller ervan beter wordt weergegeven.

Slotbepalingen

1. De inwerkingtredingbepaling, moet in een artikel van het dispositief worden weergegeven. Ze moet worden geredigeerd overeenkomstig de handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten.[26]

2. Een afkondiging hoort enkel in wetgevende teksten. Er moet in een uitvoeringsbepaling worden voorzien.[27]

IV. ONTWERPBESLUIT 'TOT UITVOERING VAN DE ORDONNANTIE VAN 22 JANUARI 2009 HOUDENDE DE ORGANISATIE VAN HET PARKEERBELEID EN DE OPRICHTING VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARKEERAGENTSCHAP' (53.342/4)

AANHEF

Er wordt *mutatis mutandis* verwezen naar de opmerkingen betreffende ontwerp 53.341/4.

DISPOSITIEF

Artikel 6

Artikel 38, § 1, van de ordonnantie van 22 januari 2009 machtigt de regering om, behoudens het eerste gratis kwartier, de retributies vast te stellen binnen bepaalde marges van bedragen, voor periodes van een halfuur, een uur of twee uren. Dat artikel preciseert dat elke begonnen periode geheel verschuldigd is.

Daaruit volgt dat de steller van het ontwerp niet kan voorzien in retributies per kwartier.

Het ontwerp moet derhalve worden herzien.

[26] *Ibid*., aanbeveling 152.1.

[27] *Ibid*., aanbevelingen 164 tot 168.

Artikel 14

De steller van het ontwerp wijkt af van de formulering waarin is voorzien in artikel 38, § 2, van de ordonnantie van 22 januari 2009 om te tijdvakken te bepalen waarvoor de retributies verschuldigd zijn.

Met het oog op de rechtszekerheid moet de tekst van deze bepaling overeenkomstig de tekst van de ordonnantie van 22 januari 2009 worden herzien.

Artikel 18

Men doet er beter aan de bepaling onder het tweede streepje zo te redigeren dat het geval van een periode die "langer dan 4 uren" loopt in aanmerking wordt genomen.

Artikel 28

De verkeersborden van de betreffende reeksen E9a tot E91 moeten nader worden aangegeven.

Slotbepalingen

1. Anders dan in de ontwerpen 53.340/4 en 53.341/4 is de inwerkingtredingbepaling weliswaar in een artikel van het dispositief opgenomen, maar de nummering ervan is verkeerd. Ze moet daarenboven worden geredigeerd overeenkomstig de *Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*.[28]

2. Een afkondiging hoort enkel in wetgevende teksten. Er moet in een uitvoeringsbepaling worden voorzien.[29]

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Pierre LIÉNARDY

[28] *Ibid*., aanbeveling 152.1.

[29] *Ibid*., aanbevelingen 164 tot 168.